ÉVALUATION RAPIDE – SUIVI DES URGENCES (ETT)
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dashboard #42
Période : 19 au 21 Janvier 2021

MÉTHODOLOGIE

Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés dans les sites de déplacement et dans ou les communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport synthétique présente les résultats de l'évaluation menée du 19 au 21 Janvier 2021 dans le territoire de Beni.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

- **27 244** INDIVIDUS DÉPLACÉS
- **1 1105** HOMMES DÉPLACÉS
- **5 483** MÉNAGES DÉPLACÉS
- ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
- **16 139** FEMMES DEPLACÉES
- 22 Décembre 2020 au 13 Janvier 2021

DÉTAIL SUR LA ZONE EVALUÉE

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	BENI
CHEFFERIE	RUWENZORI
GROUPEMENT	BASONGORA
SITE	KASINDI

RÉSUMÉ DE L'ALERTE # 3755 Ehtools

Du 22 Décembre 2020 au 13 Janvier 2021, des déplacements préventifs de populations en provenance des villages de HALUNGUPA, MWENDA, BULONGO, KISIMA, NZENGA, LOSELOSE, RUGETSI, LUME, KINYAMBAORE, KABALA, LOULO, MUTWANGA CITE, KILYA, KAKALI, MIENDE et MURAMBI situés dans la chefferie de RUWENZORI, groupements de BOLIKI, MALAMBO, BOLEMA et MALAMBO dans le territoire de BENI, province du NORD KIVU ont été reportés suite à l'attaque du village de Bulongo et de ses environs. L'attaque du village, attribuée aux présumés ADF, a eu lieu pendant la nuit du 21 au 22 décembre 2020 et a causé d'importantes pertes de biens personnels et de vies humaines. La majorité des personnes déplacées ont trouvé refuge dans la cité de KASINDI dans l'aire de santé de LUBIRIA, KASANGA, LA FRONTIERE, MASAMBO, KANGAHUKA, MURAMBA, Zone de santé de MUTWANGA, chefferie de Ruwenzori dans le groupement de BASONGORA.

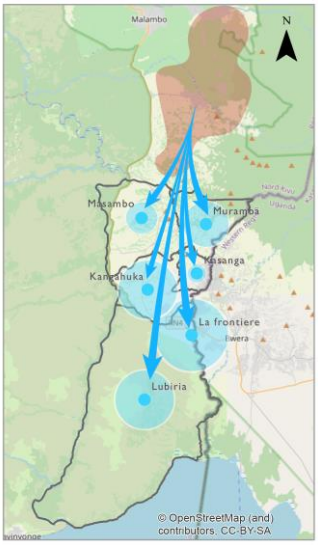
DONNÉES DETAILLÉES DU DÉPLACEMENT

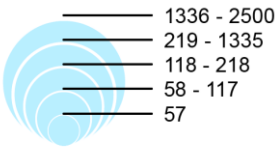
AS EVALUÉ	MÉNAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
LUBIRIA	1335	7763	3741	4022	1064	0.05666667,29.70667
KASANGA	57	283	133	150	70	0.09638889,29.71232
LA FRONTIERE	2500	12500	4940	7560	3050	0.03638889,29.71722
MASAMBO	117	585	192	393	134	0.1630556, 29.68667
KANGAHUKA	1256	5023	1849	3174	1138	0.0597222, 29.69389
MURAMBA	218	1090	250	840	194	0.11888889,29.71139

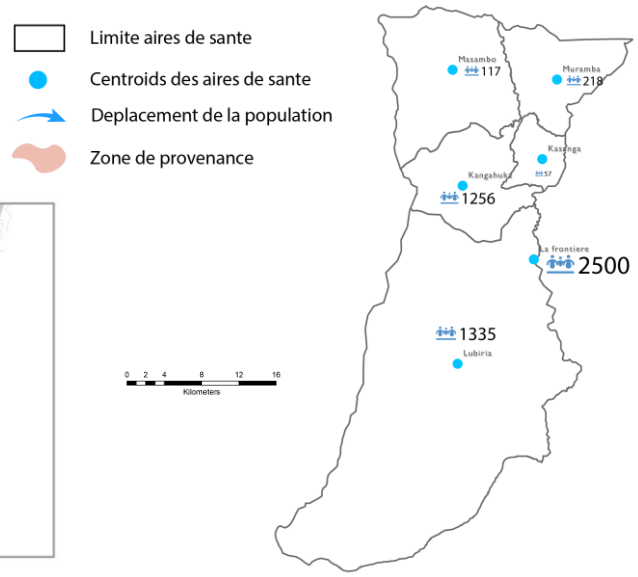
PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1. NOURRITURE
2. SANTÉ
3. MOYEN FINANCIER
4. EAU HYGIENNE ASSENISSEMENT
5. MOYEN DE SUBSISTANCE

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT







OBSERVATIONS & ANALYSES

La moitié de la population déplacée a perdu ses biens et certains leur maison à la suite des pillages et incendies au moment des attaques. Ces personnes déplacées sont arrivées dans des quartiers où se trouvaient déjà des populations déplacées depuis mars 2020 et sans aucune assistance humanitaire.

La grande majorité des nouveaux arrivés résident dans la communauté d'accueil. Une minorité des ménages venus des récentes vagues occupe une école EP KIGANGA. En raison des pertes importantes des biens des déplacés au moment du trajet, les ménages ont besoin d'une assistance en AME principalement en couvertures, supports de couchage et moustiquaires.

Les informateurs clés signalent 102 enfants non accompagnés qui auraient été séparé de leur famille à la suite de la crise. Le mouvement de population a engendré un nombre élevé de cas de séparations familiales. Les femmes et filles de moins de 18 ans déplacées sont particulièrement exposés aux risques d'abus et de violence pouvant porter atteinte à leur intégrité physique et à leur dignité.

Les populations des zones évaluées, et particulièrement la population déplacée, vivent principalement d'agriculture et de petits commerces. La moitié de la population déplacée a accès à la terre dans la communauté d'accueil, il a été signalé que les cultures et champs de ces déplacés ont été à 75% détruits dans leur zone d'origine. Les principaux défis liés à l'agriculture sont : les pluies abondantes et le manque de semences et d'outils aratoires. Plus de 80% de ménages ont déclaré être en manque de moyens financiers ainsi que de produits alimentaires pour répondre à leur besoin. Par ailleurs, le marché le plus proche se trouve à plus de 2 heures de marche du village d'accueil. Certains ménages déclarent avoir vendu les assistances en NFI reçus ou même avoir consommer les semences mises à disposition de la communauté haute pour la prochaine récolte.

Les personnels de santé ont signalé 243 cas de malnutrition y compris 36 cas de malnutrition aiguë sévère chez les filles de moins de 2 ans, 41 cas chez les filles de plus de 2 ans, 20 cas chez les garçons de moins de 2 ans, 30 cas chez les garçons de plus de 2 ans et 8 cas parmi les femmes enceintes ; 21 cas de malnutrition aiguë modérée chez les filles de moins de 2 ans, 18 cas chez les filles de plus de 2 ans, 14 cas chez les garçons de moins de 2 ans, 13 cas chez les garçons de plus de 2 ans et 11 cas parmi les femmes enceintes. A cela s'est ajouté 4 cas de malnutrition parmi les femmes enceintes. Les informateurs clés ont également rapportés, 1007 cas confirmés et 2 737 cas suspects de paludisme parmi les adultes et enfants de moins de 18 ans affectés par la crise. Finalement, 827 cas confirmés d'infection respiratoire aigüe chez les déplacés, 396 cas de typhoïde et 239 cas de diarrhée aigüe (dont 207 cas chez les enfants de moins de 5 ans) ont aussi été rapportés. L'accès aux soins de santé s'avère difficile pour les nouveaux arrivés : les structures sanitaires sont éloignées et les soins de santé coûteux. Par ailleurs, dans les villages d'accueil de nombreuses infrastructures sanitaires ont été partiellement ou totalement détruites.

Dans les six (6) zones de santé évaluées, des sources d'eau fonctionnelles ont été identifiées (141 robinets privés, 43 robinets publics, 58 puits à pompe ou forage, 22 sources naturelles aménagées et 23 non aménagées). Les ménages déplacés ont accès à l'eau potable pour répondre à leur besoin, bien que le temps d'attente est parfois plus de deux (2) heures et que les forages ne sont pas équipés de pompes. Seule une minorité des ménages déplacés ont accès à un système de lavage pour les mains, tandis que plus de la moitié disposent de savons. Une grande majorité de la population dispose d'installations sanitaires non-aménagées, pour un ratio d'une installation sanitaire pour 3 ménages. Ceux qui n'ont pas accès aux installations sanitaires sont amenés à pratiquer la défécation à l'air libre. Les installations sanitaires ne sont pas séparées entre hommes et femmes. En outre, il est signalé des eaux usées stagnantes et la présence de matières fécales dans certaines parcelles, des déchets solides domestiques et des déchets organiques en décomposition.